

FLN

# Les redresseurs déclarent la guerre à Saïdani

**Le mouvement des redresseurs du Front de libération nationale prépare une opération pour contrer la candidature de l'ancien président de l'Assemblée, Amar Saïdani, au poste de secrétaire général du parti. La direction nationale a même tenu une réunion spéciale sur la question, dimanche soir, à son siège de Draria.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué rendu public hier lundi, les redresseurs, et pour mieux enfoncer Amar Saïdani, insistent particulièrement sur les «qualités» du futur secrétaire général : «La plus importante, doit être la probité. Il doit justifier d'un parcours irréprochable et avoir les mains propres et un comportement qui ne soit pas entaché.»

L'allusion est davantage explicite quand le communiqué ajoutera que «le futur SG doit également œuvrer dans le sens d'éloigner le parti de toute mainmise de la corruption et de l'alliance néfaste entre les puissances de l'argent

et de la politique (...) qui menacent la survie même du FLN».

Pas le moindre doute ne subsiste lorsque le porte-parole du mouvement, Mohamed Seghir Kara, nous précisera : «Pour nous, il est hors de question d'accepter un candidat impliqué ou même accusé de corruption.»

Or, parmi les trois candidats officiellement en lice pour le moment, seul Amar Saïdani est cité dans le fameux scandale des concessions agricoles.

L'affaire GCA, qui avait défrayé la chronique il y a quelques années, est, depuis, au niveau de la Cour suprême. Curieusement, même le directeur du GCA, jeté en



Les redresseurs veulent un candidat «aux mains propres».

prison depuis 2006, n'est toujours pas jugé ! Et cette affaire de corruption refait plus que jamais surface depuis l'annonce de la candi-

dature du même Amar Saïdani. Ce dernier est, en tout cas, accusé par ses adversaires d'être impliqué dans cette gigantesque

affaire qui a coûté au Trésor public pas moins de 3 000 milliards de centimes, évaporés dans des projets fictifs. Ceci étant, et à en croire une source au FLN, l'autre candidat, l'actuel ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari, aurait confié à certains dirigeants du parti que sa candidature, il ne la présentera que pour contrer Amar Saïdani.

«S'il y a consensus autour de Mohamed Boukhalfa, je vais me désister pour lui», aurait-il ajouté encore. C'est dire à quel point l'opposition à Saïdani prend de l'ampleur au sein de l'ex-parti unique. Et les redresseurs s'emploient à l'élargir davantage sur le terrain. Rien que pour samedi prochain, ils prévoient de tenir trois rencontres régionales à cet effet : à Djelfa, Constantine et Hammam Bouhanifia, dans la wilaya de Mascara. La guerre ne fait que commencer.

K. A.

## TRANSPLANTATION D'ORGANES

# Le long combat des insuffisants rénaux

**L'Algérie enregistre entre 3 000 et 4 000 nouveaux cas d'insuffisants rénaux par an. 7 000 malades sont sur une liste d'attente pour une transplantation rénale et 16 000 traités par hémodialyse. Ces patients ont une chance sur 10 000 pour être greffés, selon le président de la Société algérienne de néphrologie dialyse.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - En raison d'une pénurie d'organes, l'accès à la transplantation rénale reste le grand combat des insuffisants rénaux.

L'Algérie réalise 150 greffes par an. Or pour satisfaire le nombre de patients en attente d'une greffe, soit 7000, 500 transplantations rénales doivent être réalisées annuellement. Le professeur Tahar Rayane, président de la Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation qui s'exprimait, hier, lors de la célébration de la Journée mondiale du rein, est formel : «On ne meurt pas du problème

d'insuffisance rénale en 2013». La seule chance pour ces patients pour survivre, c'est de trouver des donneurs.

Pour le professeur Rayane qui souligne que le taux de décès des insuffisants rénaux est de 10% «le don d'organes doit être une cause nationale».

La lutte des spécialistes de la santé est d'élargir le cercle des donneurs hors milieu familial, mais surtout de sensibiliser sur le don d'organes. C'est d'ailleurs le rôle de l'Agence nationale de greffe d'organes et de tissus qui a ouvert ses portes le mois d'août dernier. En septembre

prochain, c'est l'Institut national du rein qui sera également opérationnel. La prise en charge des maladies néphrologiques ne peut que s'améliorer, estime le professeur Rayane. L'insuffisance rénale touche également les enfants. Environ 80 à 100 enfants nécessitent une transplantation annuellement. Les spécialistes expliquent que les maladies responsables d'une insuffisance rénale terminale au cours de l'enfance et de l'adolescence sont congénitales dans la moitié des cas et dans 20%, c'est héréditaire.

Le dépistage et la prise en charge des enfants se font dans 80% des cas à un stade terminal. C'est pourquoi les spécialistes de la santé appellent au développement du dépistage échographique anténatal qui permet d'identifier les enfants à risque.

Selon les professionnels de la santé, «au cours de ces dix dernières années, des progrès majeurs ont pu être réalisés dans le traitement des maladies rénales, mais aussi dans la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique chez l'enfant en termes de dialyse miniaturisée ou de transplantation par donneur vivant apparenté». Le problème, soulèvent-ils, reste en termes de prévention. A ce sujet, le professeur Rayane appelle les personnes à risque (diabétiques, hypertendus, personnes souffrant d'infections, enfants nés avec un poids inférieur à la moyenne) à faire des bilans réguliers. «Plus tôt on diagnostique plus tôt on peut ralentir la maladie et réduire le nombre de personnes à greffer» a-t-il indiqué.

S. A.

## OPÉRATION DU PASSEPORT BIOMÉTRIQUE EN FRANCE

# Un obstacle nommé «12 S»

**Le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger a constaté, ce dimanche à Paris, que la démarche très stricte pour l'obtention de l'extrait de naissance «12 spécial» n'est pas sans effets sur l'opération d'établissement des passeports biométriques, entamée en France le 15 janvier dernier.**

De Paris, Rym Nasri

Lors d'une rencontre au consulat d'Algérie à Bobigny (Seine-Saint-Denis) avec des responsables du mouvement associatif, en présence des chefs des cinq postes consulaires de la région parisienne, Belkacem Sahli a reconnu que le «12 S» est souvent le document qui «bloque» la constitution des dossiers de demande de passeport biométrique auprès des postes consulaires.

Très nombreuses dans la salle, les associations d'Algériens

en France qualifient ce document de «maillon faible» de la chaîne du document de voyage biométrique.

Certes, comme le rappelle le ministre, nos immigrés nés en France ne sont pas confrontés à ce problème, car le précieux document leur est délivré par les centres consulaires. «La moitié des ressortissants immatriculés, sont nés en France», indique Belkacem Sahli. Mais les autres, ils doivent aller retirer l'extrait ne naissance «12 S» dans leur ville de naissance, en Algérie. Là, la démarche peut paraître plus diffi-

cile notamment pour les personnes malades ou à mobilité réduite.

Quant à la durée d'établissement du passeport biométrique, plus longue que celle du passeport traditionnel, il explique qu'actuellement le transfert des données biométriques des souscripteurs se fait par support CD.

Afin de réduire les délais d'établissement de ce document de voyage, le ministre affirme que ses services œuvrent à «assurer le transfert de ces données par le biais d'une liaison électronique entre les centres consulaires, le ministère des Affaires étrangères et le Centre des documents sécurisés d'El Hamiz».

Belkacem Sahli a appelé ainsi les ressortissants à s'enquérir dès maintenant du renouvellement de leur document de voyage

afin d'éviter les fortes affluences auprès des postes consulaires à l'approche de l'échéance du 24 novembre 2015.

Autre sujet abordé, le nouveau produit proposé par la Société d'assurance, de prévoyance et de santé (Saps) en matière de rapatriement de corps. Objectif : vulgariser ce produit auprès du mouvement associatif de la région parisienne en termes d'application et de tarifications.

En visite de travail de cinq jours en France, le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger a rencontré hier, l'ensemble des dix-huit responsables consulaires de France, où l'opération des passeports biométriques a été désormais élargie dans les 18 postes consulaires dans l'hexagone.

R. N.

## ALGÉRIENS DÉTENUS

### À L'ÉTRANGER

# Une délégation en Irak

En marge de sa visite au consulat d'Algérie, le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger a révélé qu'une délégation algérienne s'est déplacée le 9 mars dernier en Irak pour rencontrer des responsables des ministères irakiens de la Justice et des Affaires étrangères.

«Cette délégation avait pour mission de s'enquérir de la situation des Algériens détenus dans les prisons irakiennes et du déroulement de leur procès», a-t-il expliqué. Ainsi, des visites sont prévues à la prison de Baghdad puis dans d'autres prisons dans le nord et le sud de l'Irak.

Une démarche qui, rappelle le secrétaire d'Etat, s'inscrit dans le cadre du suivi des détenus algériens dans les pays à travers le monde.

«La délégation algérienne s'est entretenue avec le ministre de la Justice irakien qui lui a fourni des informations sur le nombre de prisonniers algériens détenus et leurs chefs d'inculpation. Les autorités algériennes ont exprimé aux autorités irakiennes leur souhait de voir les condamnations de nos compatriotes allégées, voire bénéficier de la grâce car «la plupart des détenus sont accusés de présence illégale sur le territoire irakien», a-t-il encore précisé.

Rym N.